

Dégradation généralisée de l'emploi en 2013

Dans la continuité de 2012, la contraction de l'emploi salarié privé s'est poursuivie en 2013 dans la région. Le recul de l'emploi a été particulièrement marqué au 1^{er} semestre et la légère amélioration observée à partir de l'été n'a pas suffi à inverser la tendance. Cette baisse de l'emploi est plus accentuée dans la région qu'au niveau national et n'épargne aucun secteur d'activité. La construction est le secteur le plus affecté. Les services marchands hors intérim, traditionnellement porteurs, ne parviennent pas à maintenir leur niveau d'emplois. Seule note positive : le rebond de l'intérim à partir de l'été.

En 2013, 6 000 emplois ont été perdus dans les secteurs principalement marchands en Bretagne. En un an, l'emploi a reculé de 0,9 % dans la région contre 0,2 % en France métropolitaine. La Bretagne figure dans le premier tiers des régions où la détérioration de l'emploi a été la plus importante.

Après un sursis en 2011, l'emploi industriel s'était dégradé en 2012. Cette situation s'est amplifiée en 2013 et concerne tous les grands secteurs. Sur l'année, l'industrie a ainsi cédé 2 500 emplois, soit deux fois plus qu'en 2012. Cette baisse de 1,4 % est toutefois légèrement inférieure au niveau national (- 1,6 %).

L'industrie en souffrance

Pour l'industrie agroalimentaire, l'année 2013 s'est avérée aussi difficile que la précédente. Le secteur perd 600 emplois supplémentaires s'ajoutant aux 700 disparitions de 2012. Sur l'année 2013, l'emploi s'est contracté de 0,9 % en dépit de l'amélioration enregistrée au cours de l'été. La timide reprise de l'intérim dans le secteur (+ 0,3 % sur l'année) n'estompé pas la morosité d'ensemble.

L'industrie de la viande reste dans la tourmente en raison principalement de difficultés persistantes dans la filière de la volaille. Celle-ci a encore perdu 8 % de ses emplois permanents en 2013 après une chute de 10 % en 2012. La filière volaille doit faire face

à l'arrêt des restitutions européennes qui contribuaient à soutenir les exportations. Elle doit aussi lutter contre les importations croissantes de volailles sur le marché intérieur. À la crise traversée par le groupe Doux se sont ajoutées les difficultés de Tilly-Sabco.

Avec la fermeture du site de production du groupe Gad à Lampaul-Guimiliau, l'emploi baisse aussi en 2013 dans l'industrie de transformation et conservation de la viande de boucherie.

Quelques branches de l'agroalimentaire réussissent cependant à tirer leur épingle du jeu. Ainsi, l'emploi continue de croître dans la fabrication de produits de boulangerie-pâtisserie et il se maintient dans la fabrication de produits laitiers et de plats préparés.

Le secteur de la fabrication de matériels de transport rechute après deux années d'accalmie. La baisse de l'emploi est ininterrompue sur l'année. Le secteur a perdu un peu plus de 600 emplois (- 5,3 % en un an), concentrés pour l'essentiel sur l'usine PSA Peugeot Citroën de la Janais à Chartres-de-Bretagne et sur ses principaux sous-traitants qui subissent de plein fouet la diminution de production de leur principal donneur d'ordre.

Le secteur « Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques et fabrication de machines » perd trois fois moins d'emplois qu'en 2012. L'emploi dans ce secteur baisse de 0,6 % en 2013 et se réduit

d'une centaine de postes. Les pertes d'emplois dans la fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques ne sont qu'en partie compensées par la centaine d'emplois générée dans la fabrication de machines et équipements et celle d'équipements électriques.

Après deux années de croissance, le secteur « cokéfaction-raffinage » se réduit d'une centaine d'emplois (- 0,7 % sur l'année).

Enfin, la dégradation de l'emploi s'est accentuée en 2013 dans les autres secteurs industriels où l'emploi recule de 1,6 %, soit deux fois plus qu'en 2012. Ces autres secteurs perdent un millier de postes au cours de l'année. Certes, l'industrie chimique conserve son niveau d'emploi, et la métallurgie et fabrication de produits métalliques crée une centaine d'emplois au cours de l'année. Ailleurs cependant, l'emploi baisse, notamment dans la fabrication de produits en caoutchouc et en plastique, la réparation et l'installation de machines et d'équipements et la fabrication de meubles.

Le ralentissement de la production chez PSA se ressent également dans ces secteurs. Ainsi, chez l'équipementier Manufacture de produits automobiles de Ploërmel (MPAP) qui fabrique des tapis de sol et des pièces en plastique injecté pour PSA, un nouveau plan social a été mis en place en 2013 et une cinquantaine d'emplois a été supprimée. Cooper Standard France et Faurecia perdent ensemble une centaine d'emplois.

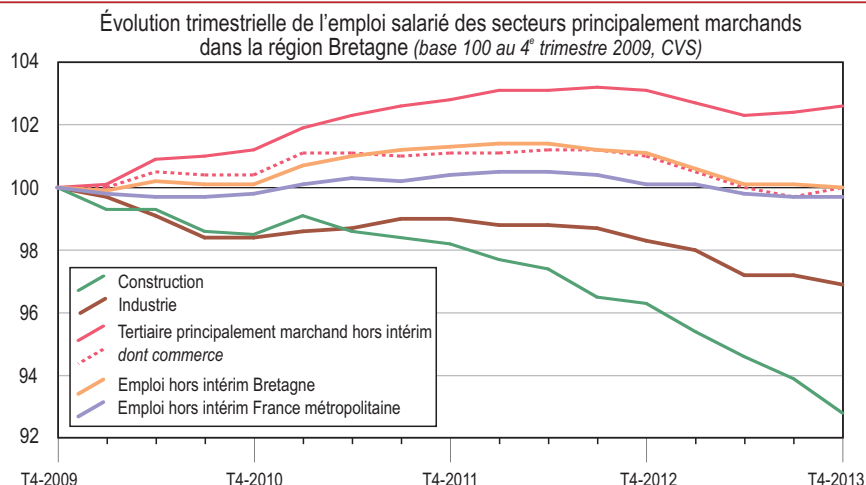
Nouvelle chute des emplois dans la construction

Après le coup de frein de 2012, la construction neuve, autre pilier de l'économie bretonne, reste en panne en 2013. Les mises en chantier de logements neufs ont diminué de 3,8 %. Conséquence directe de ce marché morose, la dégruée de l'emploi dans la construction s'est accélérée en 2013. Ce secteur s'est contracté de 3,7 % sur l'année, soit deux fois plus qu'au niveau national. Il a perdu 2 700 emplois en 2013 après 1 500 en 2012. Le rythme de baisse déjà élevé en cours d'année s'est encore intensifié au 4^e trimestre. Depuis le 4^e trimestre 2008, la dégradation de l'emploi dans la construction a été quasi-ininterrompue. Au total, ce secteur a détruit 8 600 emplois directs.

En 2013, la construction de maisons individuelles est la plus touchée mais, à des degrés divers, tous les segments d'activité sont concernés.

Au début de l'année 2014, le secteur ne présente pas de signes tangibles de reprise, les autorisations de mises en chantier sont toujours orientées défavorablement.

Forte baisse dans le secteur de la construction



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs
Source : Insee, estimations d'emploi

Plus fort recul de l'emploi en Bretagne

Emploi salarié des secteurs principalement marchands (données CVS, en %)

	Emploi salarié au 4 ^e trim. 2013 (en milliers)	Glissement annuel		Glissement annuel moyen 2012/2007 *	
	Bretagne	Bretagne	France métropolitaine	Bretagne	France métropolitaine
Industrie	172,0	- 1,4	- 1,6	- 1,3	- 2,2
Industrie agroalimentaire	67,8	- 0,9	- 0,6	- 0,3	- 0,5
Énergie, eau, déchets, cokéfaction et raffinage	13,1	- 0,7	- 0,3	- 0,1	0,2
Biens d'équipement	17,8	- 0,6	- 1,8	- 1,6	- 2,9
Matériels de transport	11,5	- 5,3	- 2,1	- 4,6	- 2,1
Autres branches industrielles	61,9	- 1,6	- 2,1	- 1,7	- 3,1
Construction	71,6	- 3,7	- 1,8	- 1,4	- 1,0
Tertiaire marchand	463,9	- 0,2	0,4	0,4	0,1
Commerce	147,6	- 1,0	- 0,4	0,0	- 0,2
Transports	58,6	- 0,9	- 0,3	0,3	- 0,2
Hébergement - restauration	40,5	- 2,6	- 0,4	0,7	0,9
Information - communication	26,9	0,7	0,5	2,3	0,4
Services financiers	31,3	0,8	0,3	0,9	0,2
Services immobiliers	7,4	- 2,1	- 0,6	- 2,0	- 0,9
Services aux entreprises	86,1	0,4	0,8	1,9	1,1
Services aux ménages	35,0	0,4	0,6	0,6	0,9
Intérim	30,6	4,9	6,5	- 3,2	- 4,6
Total	707,5	- 0,9	- 0,2	- 0,2	- 0,5

* glissement annuel qu'aurait connu l'emploi salarié du secteur, si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi

Seule l'Ille-et-Vilaine s'en sort

Emploi salarié par département et par secteur (données CVS, en %)

	Emploi salarié 4 ^e trim. 2013 (en milliers)	Glissement annuel					Total
		Industrie	Construction	Tertiaire marchand	dont commerce	dont intérim	
Côtes-d'Armor	112,8	- 0,9	- 5,5	- 0,3	- 2,3	9,9	- 1,1
Finistère	183,7	- 0,4	- 4,1	- 1,2	- 1,6	- 3,5	- 1,3
Ille-et-Vilaine	261,8	- 2,0	- 1,8	1,2	0,3	8,9	0,2
Morbihan	149,1	- 2,2	- 4,5	- 1,3	- 1,0	4,3	- 1,9
Bretagne	707,5	- 1,4	- 3,7	- 0,2	- 1,0	4,9	- 0,9

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi.

Morosité dans le tertiaire marchand

Dans le tertiaire marchand, une reprise a été observée à partir de l'été. Elle s'est toutefois avérée insuffisante pour effacer le recul du 1^{er} semestre. Au final, l'emploi dans ce secteur s'est contracté de 0,2 % après une baisse de 0,4 % en 2012. Près de 900 emplois ont été détruits sur l'année dans la région.

Hors intérim, le tertiaire marchand perd 2 300 emplois (- 0,5 %), soit l'équivalent de la dégradation observée en 2009.

Au niveau national, l'évolution est plus favorable : l'emploi a progressé de 0,4 % dans le tertiaire marchand et de 0,1 % dans le tertiaire marchand hors intérim.

Le commerce subit le contrecoup

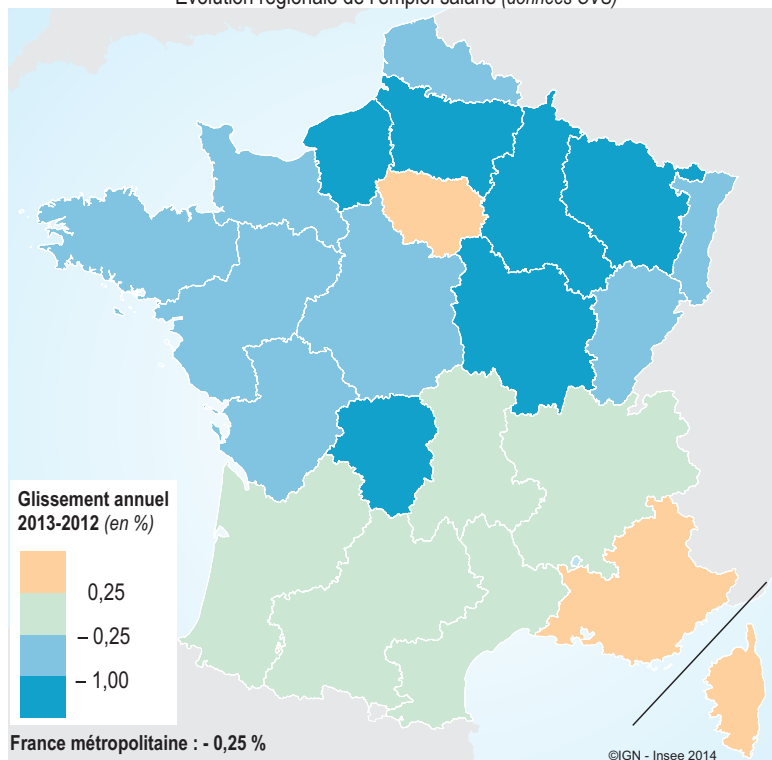
L'amélioration enregistrée à l'automne dans le commerce n'a pas suffi à enrayer les disparitions d'emploi enregistrées les trimestres précédents. Le commerce a perdu 1 400 postes au cours de l'année 2013 (- 1,0 %). Depuis 2009, ce secteur n'avait pas connu un recul aussi important. Le commerce de détail résiste mieux que le commerce et réparation d'automobiles et de motocycles et le commerce de gros, grâce au dynamisme de quelques segments d'activité. Ainsi les commerces de détail, en magasin spécialisé ou non, créent ensemble deux cents emplois, soutenus principalement par les secteurs de l'habillement, la chaussure et les hypermarchés.

Les services marchands hors intérim en difficulté ...

Les services marchands hors intérim sont eux aussi affectés par l'érosion de l'emploi

Bretagne : une évolution similaire aux régions voisines

Évolution régionale de l'emploi salarié (données CVS)



Champ : France métropolitaine. Emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi

en 2013. Ils cèdent près de 900 emplois (- 0,3 %). C'est le plus mauvais résultat pour ce secteur depuis le début de la crise. Après une perte de 600 emplois en 2009, les services marchands généraient des emplois chaque année.

Après trois années de croissance, le secteur des transports et entreposage rechute cette année et détruit un peu plus de 500 emplois directs (- 0,9 %). France entière, l'emploi dans ce secteur se replie de 0,3 % après une baisse de 0,4 % en 2012.

L'hébergement-restauration perd un millier d'emplois en 2013 après plus de 600 en 2012 ; ces contractions d'emplois concernent aussi bien l'hébergement que la restauration.

La décroissance de l'emploi se poursuit en 2013 pour les activités immobilières. Ce secteur décroît de 2,1 % sur l'année après une diminution de 1,5 % en 2012. Le rythme de baisse y a été particulièrement marqué au 1^{er} semestre et s'est atténué sur la deuxième partie de l'année.

...malgré le soutien de quelques secteurs

Dans le secteur de l'information-communication, la croissance de l'emploi se poursuit mais le rythme est ralenti par rapport aux années 2011 et 2012 où il excédait 2 %. Le secteur progresse en 2013 de 0,7 % et crée près de 200 emplois. Ce sont les activités informatiques et services d'information qui soutiennent l'emploi même si la croissance est moindre que celle des années passées. L'emploi est en baisse dans l'édition, audiovisuel et diffusion ainsi que dans les télécommunications.

Après le repli du 1^{er} semestre, l'emploi dans les activités financières et d'assurance s'est nettement redressé au cours de l'été. Le secteur termine l'année sur une note positive. Au total, la progression de l'emploi est de 0,8 % (+ 230 emplois). Au sein des services marchands hors intérim, c'est le secteur le plus dynamique.

Les services administratifs et de soutien, hors intérim, connaissent une progression ralentie par rapport aux trois années précédentes. L'emploi croît de 0,1 % sur l'année, ce qui représente trois cents postes supplémentaires.

En 2013, l'emploi se redresse de 0,4 % dans les autres activités de services, en dépit d'un 2^e trimestre très dégradé. Le secteur crée une centaine d'emplois, l'équivalent des emplois perdus en 2012. Au sein de ce secteur constitué de services divers orientés vers les ménages, ce sont les activités sportives, récréatives et de loisirs qui soutiennent la progression d'ensemble. Les autres activités sont orientées à la baisse.

■ Marie-Paule Le Bris – Insee
Luc Goutard – Direccte

Reprise de l'emploi intérimaire au 2nd semestre de l'année 2013

L'évolution de l'activité intérimaire est sensible aux variations de l'activité économique. Après des années 2011 et 2012 à la baisse et un 1^{er} semestre 2013 encore en contraction, l'emploi intérimaire s'est amélioré au 2nd semestre : + 9,3 % au 3^e trimestre et + 5,0 % au 4^e trimestre. Au total, l'emploi intérimaire a progressé de 4,9 % en 2013. À la fin de l'année, le nombre d'intérimaires dépasse le chiffre de 30 000, ce qui n'était pas arrivé depuis le 2^e trimestre 2012. Ce niveau reste cependant inférieur à la période 2009-2011.

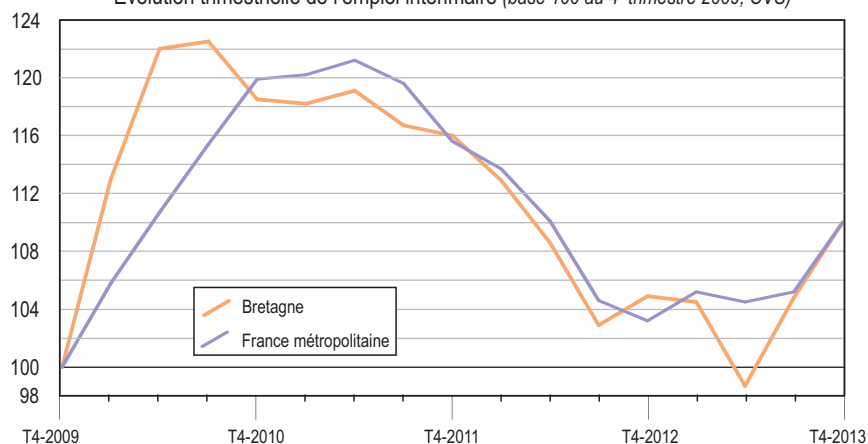
Au 4^e trimestre 2013 en Bretagne, l'intérim représente 4,3 % de l'emploi salarié dans les secteurs principalement marchands. Il y est relativement plus présent qu'en France où cette part s'élève à 3,5 %. L'industrie, prise dans son ensemble, utilise plus de la moitié du contingent d'intérimaires. L'industrie agroalimentaire emploie, à elle seule, 29 % des intérimaires de la région et la construction 21 %.

Le regain de l'activité intérimaire permet une progression timide de l'emploi salarié sur la deuxième partie de l'année 2013 ; progression qui reste cependant insuffisante pour empêcher les pertes d'emplois sur l'ensemble de l'année. Ainsi plus de 6 000 emplois ont été détruits dans les secteurs principalement marchands dans la région. Hors intérim, c'est 7 500 emplois directs qui ont été supprimés.

L'intérim dans l'industrie agroalimentaire est resté stable en 2013. Le recours à l'intérim a, par contre, augmenté dans les autres industries (+ 10,8 %) et dans la construction (+ 7,2 %) entre les 4^e trimestres 2012 et 2013. Ces secteurs limitent ainsi les baisses d'emplois : repli de 1,0 % dans les industries non agroalimentaires (– 1,8 % hors intérim) et de 2,8 % dans la construction (– 3,7 % hors intérim). Dans le tertiaire, le taux de recours à l'intérim est plus faible. L'évolution positive de l'emploi intérimaire (+ 3,5 %) n'a pas d'effet notable sur l'évolution globale de l'emploi (– 0,5 %).

Rebond de l'intérim au second semestre 2013

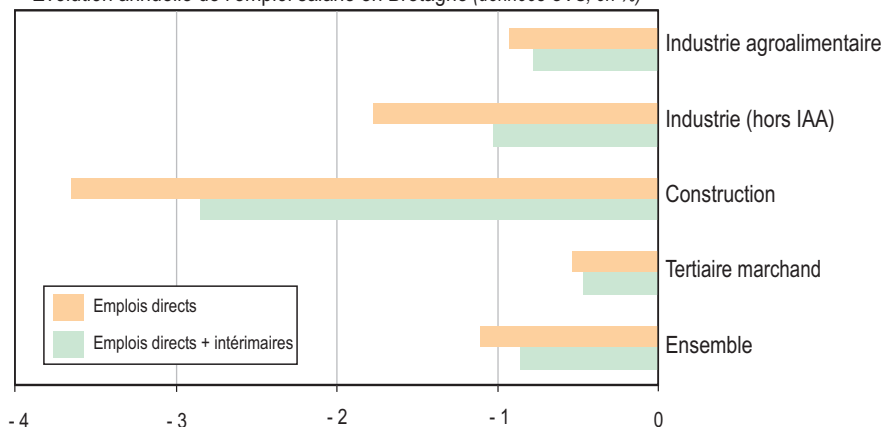
Évolution trimestrielle de l'emploi intérimaire (base 100 au 4^e trimestre 2009, CVS)



Champ : emploi intérimaire en fin de trimestre
Source : Insee, estimations d'emploi

L'intérim atténue les pertes d'emploi

Évolution annuelle de l'emploi salarié en Bretagne (données CVS, en %)



Note : les intérimaires sont affectés au secteur dans lequel ils effectuent leur mission.

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee – Estimations d'emploi au 4^e trimestre 2013, Direccte Bretagne